

CA du 18 OCTOBRE 2016

Déclaration présentée par FO, SNES, SNEP, CGT, SNALC, les personnels ATOSS, FCPE, PEEP et les représentants des élèves

Les personnels du lycée Max Linder ont toujours travaillé dans l'intérêt des élèves. Notre but a toujours été de leur permettre d'aller au maximum de leurs possibilités. Aussi n'avons-nous jamais attendu un quelconque contrat d'objectifs sorti d'un chapeau de prestidigitateur.

Dans ce contrat, il nous est demandé de définir des objectifs, souvent chiffrés, et les procédures par lesquelles nous devons, collectivement et individuellement, les atteindre. Toutefois il n'est jamais question des moyens tant humains que matériels pour atteindre ces objectifs. C'est ce que nous avons déjà signalé plusieurs fois, en février lors de la DGH, fin mai lors de l'entrevue à la DSDEN. Or nous savons tous ici que ces moyens sont, depuis des années, bien insuffisants pour faire face notamment aux nombreuses fragilités et difficultés auxquelles notre établissement et nos élèves sont confrontés.

Le récent Atlas des risques sociaux d'échec scolaire, fruit du travail de la DEPP (Direction de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance), montre très clairement que notre lycée recrute ses élèves dans des zones géographiques marquées par le « cumul des fragilités économique, familiale, culturelle » et par « la précarité économique ».

Le travail de la DEPP vient confirmer ce que l'INSEE nomme déjà « l'arc de la pauvreté ».

L'augmentation année après année du nombre d'élèves par classe aboutit à dépasser le nombre de 30 élèves, le plus souvent le chiffre réel étant de 35 voire 36 élèves par classe. L'accompagnement personnalisé se fait avec au minimum 25 élèves. Tout ceci va à l'encontre des buts proposés dans le contrat d'objectifs.

De plus, nombre de données matérielles ne sont pas prises en compte : un secteur de recrutement vaste nécessitant des déplacements longs et fatigants pour de nombreux élèves et rendant difficile des aménagements des emplois du temps du fait d'une dépendance vis-à-vis des horaires des transports scolaires ; un lycée ancien (faut-il rappeler que le lycée a 57 ans) qui se dégrade chaque jour davantage ; des personnels de la région en nombre insuffisant ; un équipement notamment informatique/numérique très largement en deçà des besoins et dont l'entretien est devenu aléatoire avec la mise en place d'ELIB ; un nombre de personnels contractuels plus important que dans le reste de l'Académie...

Rappelons également que, depuis des années la DGH ne répond que très partiellement aux besoins de notre établissement, de nos élèves.

C'est pourquoi nous voterons contre ce contrat d'objectifs non par défiance envers notre équipe de direction laquelle a œuvré au mieux mais car les autres partenaires, rectorat et région, ne semblent pas avoir pris conscience de l'implication des personnels et de l'ensemble de la communauté éducative.